

# Un tax shifting du travail...mais vers quoi ?

---

Christian VALENDUC  
*Service d'études SPF Finances,  
UCLouvain et Université de Namur*

## Un tax shifting du travail... mais vers quoi ?

---

- Un peu d'histoire
  - Etat des lieux
    - Où en sommes-nous ?
    - Qu'avons-nous déjà fait ?
  - Les pistes
-

## Un tax shifting du travail... mais vers quoi ?

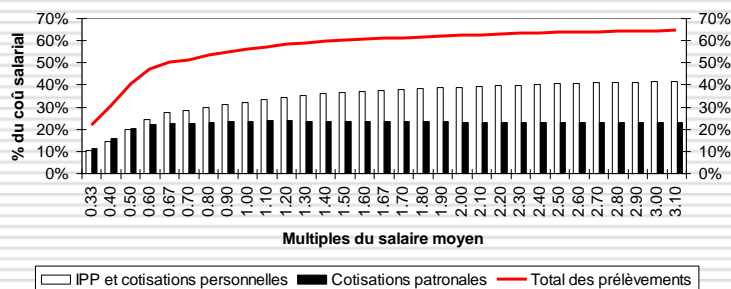
### □ Un peu d'histoire..

- Pendant les années 80: Maribel
- 1993: le « Livre blanc » de Jacques Delors
- Fin des années 90: Réductions structurelles des cotisations sociales
- Années 2000: baisse de la taxation du travail, mais pas de tax shifting explicite
- Une pile de rapports (CSF(2007), BfP, etc...)
- Et une longue série de recommandations... (CE, OCDE, FMI etc..)
- Mais toujours pas de tax shifting..

## Etat des lieux

### A. Où en sommes nous ?

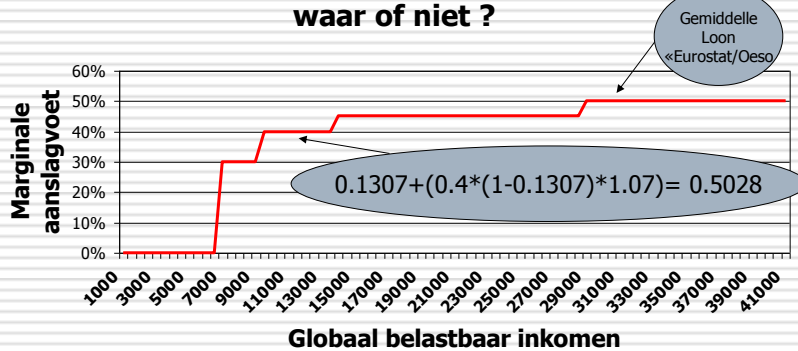
Taux moyen effectif d'imposition des salaires  
sur base du coût salarial - 2011



## Etat des lieux

### A. Où en sommes nous ?

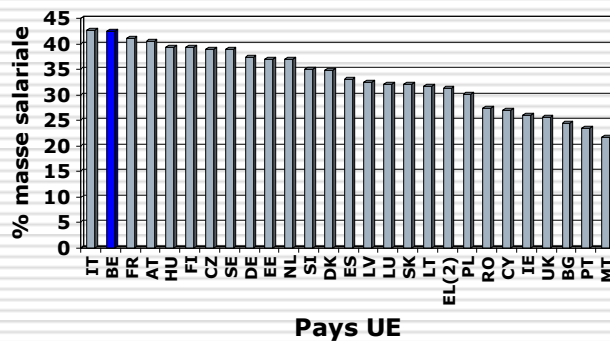
"Iedereen betaald (ten minste) 50%...":  
waar of niet ?



## Etat des lieux

### A. Où en sommes nous ?

Imposition du travail salarié



## Etat des lieux

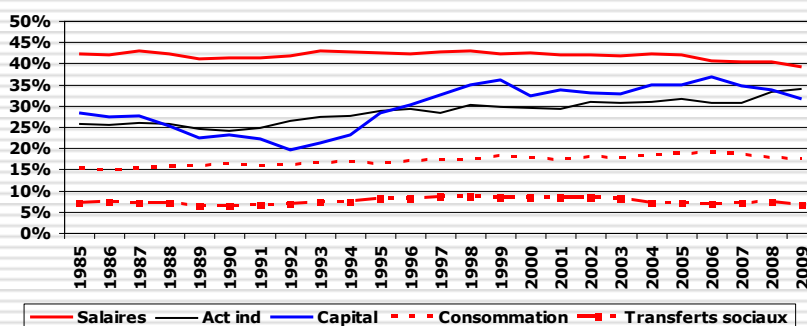
### A. Où en sommes nous ?

	B	F	D	NL	EURO
Salaires	42.5	41.0	37.4	40.5	34.0
Capital	29.5	37.2	20.7	12.5	23.4
Sociétés	16.0	21.6	n.d	6.5	20.6
C	21.4	19.8	19.3	18.9	20.7

## Etat des lieux

### B. Qu'avons-nous déjà fait ?

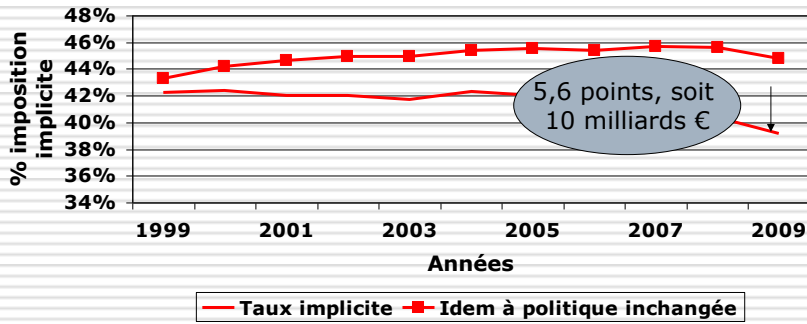
#### Taux d'imposition implicite: travail capital, consommation



## Etat des lieux

### B. Qu'avons-nous déjà fait ?

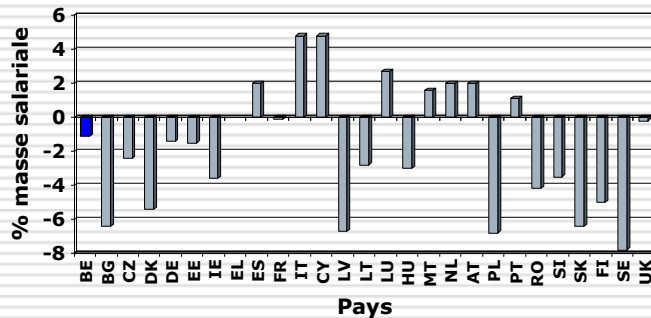
#### Imposition du travail, par rapport à un scénario à politique inchangée



## Etat des lieux

### B. Qu'avons-nous déjà fait ?

#### Imposition implicite du travail salarié Variations 1995-2010



## Etat des lieux

---

- Où en sommes nous ?
    - Imposition la plus élevée de l'OCDE au niveau du salaire moyen
    - On atteint 50 % à 37% du salaire moyen
    - No 2 en taux d'imposition implicite dans l'UE
    - Taxation plus élevée que D, NL, F et moyenne zone €
  - Qu'avons-nous fait ?
    - Baisse des cotisations sociales sur les bas salaires
    - Réforme de l'IPP
    - Indexation
    - Dispenses de versements de Pr.P
      - Catégorielles pour l'essentiel
    - Globalement, 5,6 points de taux implicite par rapport à un scénario à politique inchangée
- 

## Quelles pistes ?

---

- Quels prélèvements diminuer ?
    - Cotisations patronales
      - par priorité les bas salaires, puis remonter légèrement sur l'échelle salariale ?
      - En haut de l'échelle salariale
        - Effets très mitigés sur l'emploi
        - Un « deal » déplafonnement / taxation pleine des avantages de toute nature, dont les voitures de société ?
    - IPP: reculer le seuil d'entrée des taux marginaux de 40 et 45%
-

## Quelles pistes ?

---

- ❑ Les « marges de manœuvre » (en fait les générations futures..) n'existent plus
  - ❑ Donc nécessité d'un vrai tax shifting, mais vers quoi..?
    - Consommation
    - Epargne
    - Environnement
    - Elargissement de la base imposable à l'IPP
- 

## Quelles pistes

### *A. La consommation ?*

---

- ❑ Recommandé par OCDE (Tax and Growth), Commission européenne, FMI
  - ❑ Base imposable très large
  - ❑ Crée une « dévaluation fiscale », donc contribue à résoudre le problème de compétitivité
  - ❑ Les effets macro-économiques dépendent très largement du mécanisme de transmission prix-salaires
  - ❑ Impacts macro-économiques: la courbe en J est inversée, par rapport à une dévaluation classique
  - ❑ Redistribution
    - TVA proportionnelle à la consommation qui est le proxy du revenu permanent
    - Très faible pouvoir redistributif des taux réduits
-

## Quelles réformes ?

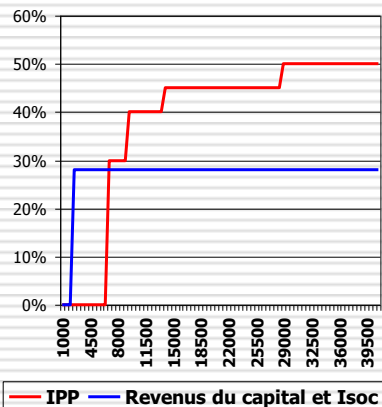
### B. Fiscalité de l'épargne

- Dans une petite économie ouverte, qui est price taker sur le marché des capitaux, une hausse de la fiscalité de l'épargne n'augmente pas le coût du capital
  - Celui-ci dépend du taux d'intérêt mondial + impôt sur l'investissement (ISoc)
- L'épargne globale est peu élastique par rapport au taux d'intérêt net
  - D'autant plus inélastique que l'imposition est uniforme
- Et même si elle était élastique
  - Pas d'effet sur le taux d'intérêt d'équilibre
  - Pas d'effets négatifs des « sorties de capitaux » (zone €)

## Quelles réformes ?

### B. Fiscalité de l'épargne

- Un système de « dual income tax »
- Taxation uniforme de tous les revenus et de toutes les plus-values, avec déduction des moins-values
- Revenus immobiliers: imposer les revenus locatifs nets réellement perçus
- Elimination des doubles impositions
- Abattement à la base, indépendant du type d'actif
- Ce qui nécessite d'acter une fois pour toute la fin de l'utilisation fiscale du secret bancaire





## Quelles pistes ?

### *C. Fiscalité environnementale*

---

- La Belgique a une fiscalité environnementale très faible par rapport aux autres pays européens
  - Impôts « non distortifs » d'un point de vue économique (Intégration de coûts externes)
  - Nécessités d'arbitrage
    - Compétitivité (prélèvements sur les entreprises)
    - Distribution (Taxation des consommations domestiques d'énergie, pour les particuliers)
  - Prendre le problème dans l'autre sens
    - Définir un « juste prix » à l'égard des générations futures
    - Assurer les compensations nécessaires de manière forfaitaire (compenser en revenu, maintenir le signal prix)
    - S'il subsiste un solde, l'affecter à une baisse des prélèvements sur le travail
      - Cotisations patronales de sécurité sociale pour les prélèvements sur les entreprises
      - IPP pour les prélèvements sur les particuliers
- 

## Quelles pistes ?

### *C. Fiscalité environnementale*

---

- Cf CSF(2009) *La politique fiscale et l'environnement*
    - Accises uniformisées à 30 €/ tonne CO<sub>2</sub>
    - Démantèlement du régime fiscal des voitures de sociétés
      - Avantage de toute nature sur 100% de la valeur catalogue
      - Et plafonnement des cotisations sociales en contrepartie
    - Transport
      - Taxation kilométrique pour le transport de marchandises et intégration des coûts externes (hors CO<sub>2</sub>) dans le prix des carburants pour le transport de personnes
    - Consommation domestique
      - L'intégration des coûts externes accroît la rentabilité des investissements économiseurs d'énergie
      - Donc réduit fortement la nécessité des déductions fiscales
      - Mesures d'accompagnement: mettre l'information sur les performances énergétiques des bâtiments « dans le marché »
-

## Quelles réformes ?

### *D. Elargir la base imposable à l'IPP*

---

- Réexamen critique de toutes les dépenses fiscales
    - Epargne à long terme: mieux cibler en fonction de l'âge d'entrée
    - Encouragement à la propriété: phasing out ?
    - Dépenses d'économie d'énergie: supprimer et remplacer par une intégration des coûts externes dans le prix des carburants
    - A quoi servent...
      - La déduction pour travaux des « monuments classés » ?
      - Celle pour l'embauche de personnel domestique ?
      - Celle pour les dépenses de sécurisation d'immeubles ?
- 

## Quelles réformes ?

### *D. Elargir la base imposable à l'IPP*

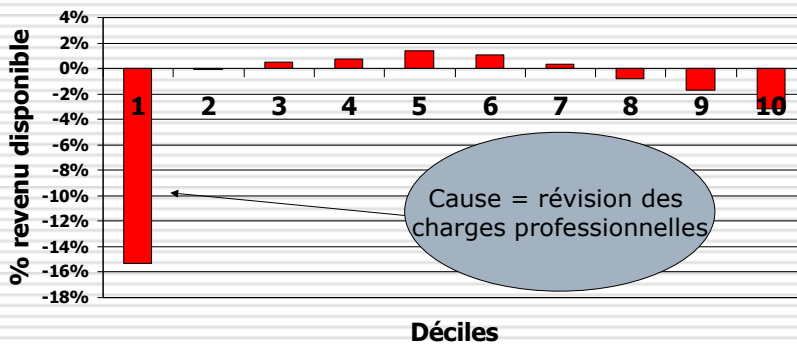
---

- Par exemple...
    - Alignement de la tranche exonérée sur le revenu d'intégration
    - Remplacement du quotient conjugal par une double tranche exonérée
    - Suppression des déductibilités (et réductions d'impôt) considérées comme dépenses fiscales
    - Charges professionnelles: 1200 € par conjoint + complément mobilité pour la distance domicile lieu de travail, sur base du prix SNCB 2<sup>ème</sup> classe
    - Taxation des voitures de sociétés sur base de la valeur catalogue en 4 ans
    - Et la tranche de 40% passe à 35%..
-

# Quelles réformes ?

## D. Elargir la base imposable à l'IPP

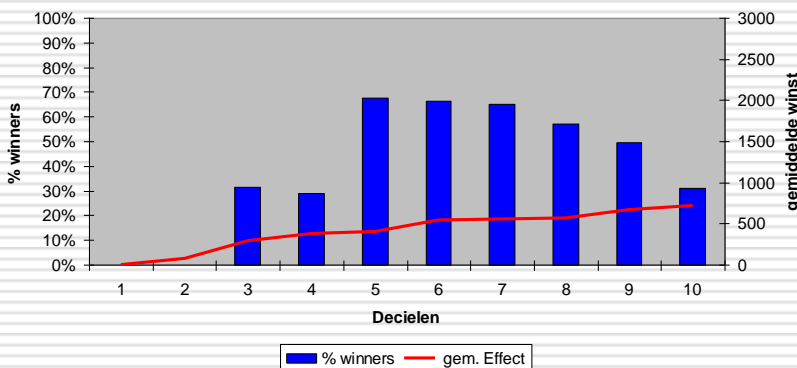
### Impact sur le revenu disponible



# Quelles réformes ?

## D. Elargir la base imposable à l'IPP

### Winners...

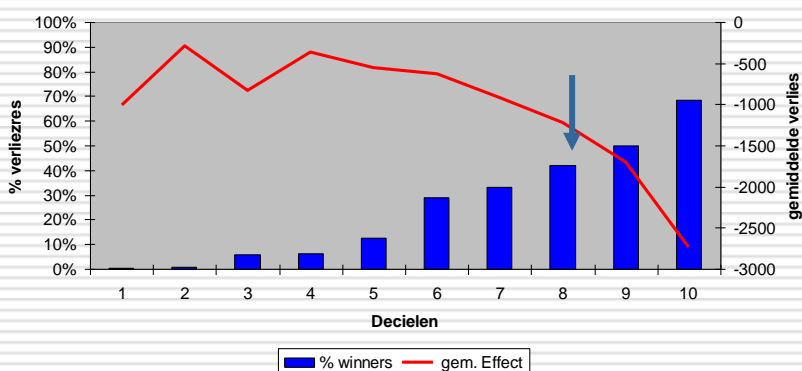


## Quelles réformes ?

### *D. Elargir la base imposable à l'IPP*

---

...en verliezers



## Conclusions

---

- ❑ Malgré une baisse de 5,6 points du taux d'imposition implicite (10 M €) par rapport à un scénario à politique inchangée, la taxation du travail reste élevée, tant en absolu qu'en comparaison internationale
  - ❑ La plupart des salariés font face à un taux marginal de 50% sur la feuille de paie... mais personne n'a un taux moyen d'IPP égal ou supérieur à 50%...
  - ❑ Aucun tax shifting n'est possible sans bousculer « un tabou »
  - ❑ ... sauf à en reporter à nouveau la charge sur les générations futures....
-